



**DIRECTION DE LA CONJONCTURE
ET DE LA PREVISION ECONOMIQUES**

**REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE**

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN OCTOBRE 2012

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN OCTOBRE 2012 [SYNTHESE]

A fin octobre 2012, **au niveau international**, l'amélioration très peu vigoureuse des perspectives économiques mondiales au premier semestre a montré des signes de faiblesse en cette fin d'année. Ainsi, la croissance mondiale a été revue à 3,3% en 2012, contre 3,5% projetée en juillet 2012. Toutefois, cette évolution suppose la mise en œuvre de mesures dans la zone euro et aux États-Unis, où un plan global de rétablissement de la viabilité des finances publiques est attendu. La production devrait rester anémique dans les pays avancés, mais relativement vigoureuse dans de nombreux pays émergents et pays en développement. Le chômage restera élevé dans de nombreuses parties du monde et la situation financière demeurera fragile.

Ce ralentissement de l'économie mondiale découlerait d'une dégradation de la situation dans la zone euro, qui enregistrerait un repli d'activité de 0,1%, en stagnation par rapport aux projections de juillet 2012. Aux États-Unis, il est observé un regain d'activité de +0,2% par rapport aux projections initiales, grâce aux progrès satisfaisants déjà accomplis et le rééquilibrage budgétaire considérable, pendant qu'au Japon, la hausse du deuxième trimestre 2012 (+0,4%) est annihilée par un repli de 0,2%. Par ailleurs, la croissance a ralenti dans plusieurs pays émergents, notamment au Brésil, en Chine et en Inde, en lien avec une augmentation de l'aversion des investisseurs pour le risque et l'incertitude entourant la croissance mondiale. A cet effet, la croissance des pays émergents ralentira à 5,3% en 2012 contre 5,6% initialement.

Sur les marchés des matières premières, sous l'effet de la réduction de l'offre, les cours du pétrole brut restent toujours élevés à 111,8 \$US le baril au mois d'octobre, malgré une baisse de 1,4% par rapport au mois précédent. Ceux du cacao ressortent à 2 463,5 dollars la tonne¹ à fin octobre 2012, en baisse de 6,0%. Les cours du café² robusta, du coton et de l'huile de palme reculent respectivement de 2,7% ; 2,6% et 12,7%, tandis que les prix du caoutchouc s'améliorent de 7,2% par rapport au mois de septembre 2012.

Du côté du marché des changes, à la faveur des politiques de redressement engagées, l'Euro se redresse progressivement. Ainsi, après sa dépréciation continue d'avril à juillet 2012 par rapport aux principales monnaies, le taux de change moyen de l'Euro par rapport au dollar américain, au yen et au yuan chinois s'est situé respectivement à 1,30 \$US ; 102,5 yen et 8,1 CNY au

mois d'octobre contre 1,29 \$US ; 100,49 yen et 8,0 CNY le mois précédent.

Au plan national, le redressement de l'activité se poursuit après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE, l'amélioration du cadre macroéconomique et la normalisation progressive de la situation sociopolitique. Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de la CGECI³ menée au deuxième trimestre 2012 auprès de ses adhérents, 80% des 70 entreprises enquêtées confirment l'optimisme des opérateurs économiques, en dépit des préoccupations sur le plan sécuritaire.

Au terme des dix premiers mois de l'année 2012, **l'agriculture d'exportation** connaît une progression des productions de coton (+43,6%), banane (+18,4%), anacarde (+33,2%), huile de palme (+5,4), caoutchouc (+4,9%), et café (121 425,6 tonnes contre 32 208,0 tonnes en 2011) tandis que les productions de cacao (-9,0%), ananas (-2,1%) et sucre (-1,7%) ressortent en baisse. Les évolutions positives s'expliquent notamment par les investissements réalisés, l'entretien des parcelles cultivées et la pluviométrie adéquate. Concernant le café, la forte croissance s'explique par la faiblesse de la récolte sur la période correspondante en 2011 du fait de la crise.

Concernant les spéculations en repli, la contreperformance du cacao provient du retour au niveau moyen de production, à la suite de la bonne tenue des récoltes observée en 2011, en relation avec les conditions climatiques exceptionnelles.

Dans le **domaine minier**, la production de gaz naturel tire avantage du repli d'activité observé au cours des premiers mois de l'année 2011 pour rebondir de 10,0% (1 470,0 millions de mètres cubes). De même sous l'effet de la pleine activité de la mine de Tongon, l'extraction aurifère ressort en hausse de 6,5% (11 001,5 kilogrammes). A l'inverse, la production de pétrole brut poursuit sa contraction (-11,3% ; 9,2 millions de barils), en raison du déclin des champs pétroliers CI 11 et CI 40 et de la fermeture temporaire du champ CI 26 pour travaux.

L'activité industrielle reste soutenue à fin septembre 2012. Elle enregistre une croissance moyenne de 21,1%, malgré la contraction de l'extraction minière liée notamment au recul de la production de pétrole brut. Le dynamisme de la production industrielle est attribuable aux branches « Agro-alimentaires » (+31,7%), « Textile

¹ Source Organisation International du Cacao (ICCO)
² Source : ICO composite price

³ Enquête réalisée au terme du 2^e trimestre par la Confédération Générale de Entreprises de Côte d'Ivoire

et Chaussure » (+47,2%), « Chimie » (+55,2%), « Matériaux de construction » (+89,6%), « Energie électrique, eau » (+14,1) et au BTP (+86,3%).

Les énergies commerciales confortent leur accroissement en bénéficiant particulièrement du rebond de la demande intérieure qui demeure vigoureuse. La production de produits pétroliers croît de 65,4% à fin octobre 2012, largement au dessus de l'objectif de croissance de 30% fixé pour l'année 2012. Cet accroissement est tiré à la fois par la consommation intérieure (65,9%) et par les exportations (52,8%).

La production d'**électricité** augmente de 15,2% soutenue par la source thermique (+24,5%) qui absorbe le repli de la production de source hydraulique (-6,8%). La production est impulsée par la consommation intérieure d'électricité, qui progresse de 21,0%, grâce principalement au rebond de la haute et moyenne tension (+30,0%) qui confirme le dynamisme de l'activité industrielle. La consommation de basse tension ressort également en hausse de 13,7%.

Les activités du tertiaire, à fin octobre 2012, poursuivent leur tendance haussière en liaison avec le dynamisme de l'activité économique. Dans **la branche transport**, le secteur aérien bénéficie de l'amélioration de la destination Côte d'Ivoire et enregistre un rebond de l'ensemble de ses composantes, excepté le fret aérien (-54,4%). S'agissant de l'activité maritime, à fin septembre 2012, elle est marquée par l'accroissement du trafic global de marchandises de 33,6%.

Les ventes de détail ont progressé de 33,9% par rapport à fin octobre 2011, sous l'effet de la quasi-totalité de ses composantes. Hors produits pétroliers, la croissance du commerce de détail est de +14,4%.

L'**inflation** s'affiche à 3,0% en glissement annuel tirée surtout par la branche « produits alimentaires » (5,2%). **En moyenne sur les dix premiers mois de l'année 2012**, les prix à la consommation croissent de 0,9%.

A fin octobre 2012, **les échanges extérieurs** se traduisent par une progression en valeur des exportations (5,6%) et des importations (66,3%), en liaison surtout avec la relance de l'activité économique. La hausse des exportations est attribuable aux produits transformés (25,9%), particulièrement le textile et chaussures (+73,2%), les produits pétroliers (+59,7), les plastiques (+41,5%) et l'or (+17,9%), en dépit de la baisse observée au niveau des produits primaires (-9,7%). Quant aux importations, la hausse se traduit par l'évolution de l'ensemble des composantes à savoir les biens intermédiaires (+65,3%), les biens d'équipement (+164,8%), les produits alimentaires (+31,7%) et les autres biens de consommation (55,1%). Il se dégage un excédent commercial de 333,0 milliards, contre 1 725,7

milliards en 2011. Les prix à l'exportation et à l'importation baissent respectivement de 7,3% et 0,9%, induisant une dégradation de 6,4% des termes de l'échange. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 108%, en baisse de 62,1 points de pourcentage.

La situation des **finances publiques (TOFE)**, à fin octobre 2012, fait apparaître un niveau de recettes et dons de 2 156,9 milliards CFA et des dépenses estimées à 2 403 milliards CFA. Le solde global qui se dégage est à -246,1 milliards contre un déficit annuel de 553,8 milliards.

Au niveau des ressources, les recettes fiscales s'affichent à 1 829,9 milliards, induisant une plus-value de 188,1 milliards. Cette évolution est attribuable notamment aux impôts sur les bénéfices (+106,3 milliards), aux impôts sur revenus et salaires (+20,3 milliards), aux impôts sur revenus des capitaux mobiliers (+16,8 milliards) et aux droits et taxes à l'exportation (+19,3 milliards).

La masse monétaire, à fin octobre 2012 et par rapport à fin décembre 2011, se contracte de 6,1% (-284,9 milliards), en lien avec la chute des avoirs extérieurs nets (-22,0% ; -398,9 milliards). Par contre, le crédit intérieur augmente de 285,0 milliards, soit une hausse de 9,7%, attribuable à la consolidation du crédit à l'économie (+4,9% ; +100,3 milliards) et à la dégradation de la Position Nette du Gouvernement (PNG) (+21,1% ; 184,6 milliards). L'évolution du crédit à l'économie traduit le soutien du secteur bancaire à la relance de l'économie tandis que la détérioration de la PNG s'explique par l'émission des titres publics.

L'activité de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) poursuit sa tendance haussière sur l'ensemble de ses compartiments. Les indices BRVM 10 et BRVM Composite ont augmenté respectivement de 8,4% et de 6,8% par rapport à décembre 2011. De même, la capitalisation boursière a progressé de 13,7%.

Au total, l'activité économique nationale évolue positivement. Ce dynamisme est porté essentiellement par les secteurs secondaire et tertiaire, dont la croissance reste vigoureuse, dépit d'une décélération enregistrée depuis juin 2012. Ce ralentissement est expliqué par la reprise des activités, à la suite de la crise postélectorale, à compter du deuxième semestre 2011.

Sur la base des réalisations à fin octobre 2012, l'objectif de croissance réel du PIB de l'année 2012, révisé à 8,6%, est réalisable.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN OCTOBRE 2012

I. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

A fin octobre 2012, **au niveau international**, l'amélioration très peu vigoureuse des perspectives économiques mondiales au premier semestre a montré des signes de faiblesse en cette fin d'année. Ainsi, la croissance mondiale a été revue à 3,3% en 2012, contre 3,5% projetée en juillet 2012. Toutefois, cette évolution suppose la mise en œuvre de mesures dans la zone euro et aux États-Unis, où un plan global de rétablissement de la viabilité des finances publiques est attendu. La production devrait rester anémique dans les pays avancés, mais relativement vigoureuse dans de nombreux pays émergents et pays en développement. Le chômage restera élevé dans de nombreuses parties du monde et la situation financière demeurera fragile.

Ce ralentissement de l'économie mondiale découlerait d'une dégradation de la situation dans la zone euro, qui enregistrerait un repli d'activité de 0,1%, en stagnation par rapport aux projections de juillet 2012. Aux États-Unis, il est observé un regain d'activité de +0,2% par rapport aux projections initiales, grâce aux progrès satisfaisants déjà accomplis et le rééquilibrage budgétaire considérable, pendant qu'au Japon, la hausse du deuxième trimestre 2012 (+0,4%) est annihilée par un repli de 0,2%. Par ailleurs, la croissance a ralenti dans plusieurs pays émergents, notamment au Brésil, en Chine et en Inde, en lien avec une augmentation de l'aversion des investisseurs pour le risque et l'incertitude entourant la croissance mondiale. A cet effet, la croissance des pays émergents ralentira à 5,3% en 2012 contre 5,6% initialement.

Sur les marchés des matières premières, sous l'effet de la réduction de l'offre, les cours du pétrole brut restent toujours élevés à 111,8 \$US le baril au mois d'octobre, malgré une baisse de 1,4% par rapport au mois précédent. Ceux du cacao ressortent à 2 463,5 dollars la tonne⁴ à fin octobre 2012, en baisse de 6,0%. Les cours du café⁵ robusta, du coton et de l'huile de palme reculent respectivement de 2,7% ; 2,6% et 12,7%, tandis que les prix du caoutchouc s'améliorent de 7,2% par rapport au mois de septembre 2012.

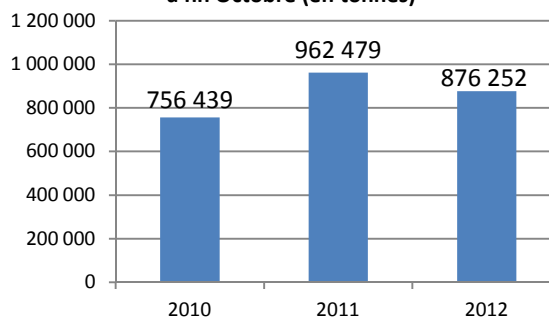
Du côté du marché des changes, à la faveur des politiques de redressement engagées, l'Euro se redresse progressivement. Ainsi, après sa dépréciation continue d'avril à juillet 2012 par rapport aux principales monnaies, le taux de change moyen de l'Euro par rapport au dollar américain, au yen et au yuan chinois s'est situé respectivement à 1,30 \$US ; 102,5 yen et 8,1 CNY au mois d'octobre contre 1,29 \$US ; 100,49 yen et 8,0 CNY le mois précédent.

⁴ Source Organisation International du Cacao (ICCO)
⁵ Source : ICO composite price

II. LA CONJONCTURE NATIONALE

Au plan national, le redressement de l'activité se poursuit après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, l'amélioration du cadre macroéconomique et la normalisation progressive de la situation sociopolitique. Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de la CGECI⁶ menée au deuxième trimestre 2012 auprès de ses adhérents, 80% des 70 entreprises enquêtées confirment l'optimisme des opérateurs économiques, en dépit des préoccupations sur le plan sécuritaire.

Graph 2: Evolution de la production de cacao à fin Octobre (en tonnes)



Source: Conseil de Gestion de la Filière Café-Cacao (CGFCC)

1. La production agricole

Au terme des dix premiers mois de l'année 2012, **l'agriculture d'exportation** connaît une progression des productions de coton (+43,6%), banane (+18,4%), anacarde (+33,2%), huile de palme (+5,4), caoutchouc (+4,9%), et café (121 425,6 tonnes contre 32 208,0 tonnes en 2011) tandis que les productions de cacao (-9,0%), ananas (-2,1%) et sucre⁷ (-1,7%) ressortent en baisse.

La bonne tenue des cultures qui évoluent favorablement est attribuable en partie, au meilleur entretien des parcelles, et pour certaines, aux investissements réalisés, à la base de l'amélioration des rendements des surfaces cultivées et la pluviométrie adéquate.

Le coton graine bénéficie de l'amélioration de la qualité des semences, en liaison avec l'appui de l'Union Européenne à travers le projet « Nouvelles semences ». En outre, la filière bénéficie de la subvention allouée par l'Etat pour le financement des intrants (pesticides, engrais) d'environ 7 milliards de francs CFA en 2012.

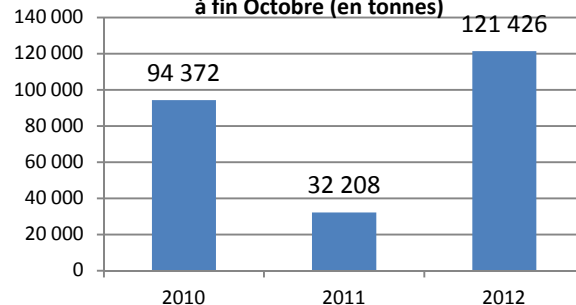
Au niveau du café, le rebond de la production se justifie en grande partie par le fait que l'année 2011 a connu une forte perturbation des opérations de commercialisation, en raison de la poussée de l'insécurité et de l'abandon des plantations du fait de la crise postélectorale. A ces raisons, s'ajoutent également la nette amélioration du prix aux producteurs qui est de 518 F/kg (+28,4%).

En ce qui concerne l'anacarde, le secteur se comporte bien vu les efforts d'organisation en cours et ce, malgré les sorties frauduleuses de la récolte vers le Ghana.

Le redressement de la production d'huile de palme à fin septembre 2012 s'explique par une plus grande production de régime dans les plantations industrielles (+10,6%) et dans les plantations villageoises (+12,3%).

Par contre, la filière cacaoyère souffre du vieillissement des vergers et enregistre une altération de la qualité des fèves. La production, à fin octobre 2012, ressort à 876 252,0

Graph 1: Evolution de la production de café à fin Octobre (en tonnes)



Source: Conseil de Gestion de la Filière Café-Cacao (CGFCC)

⁶ Enquête réalisée au terme du 2^e trimestre par la Confédération Générale de Entreprises de Côte d'Ivoire

⁷

Les données du sucre sont à fin mars 2012.

tonnes, en baisse de 9,0% par rapport à la même période de l'année précédente. Les prix aux producteurs baissent de 9,3% pour s'établir à 661 F/Kg en octobre 2012.

2. La production minière

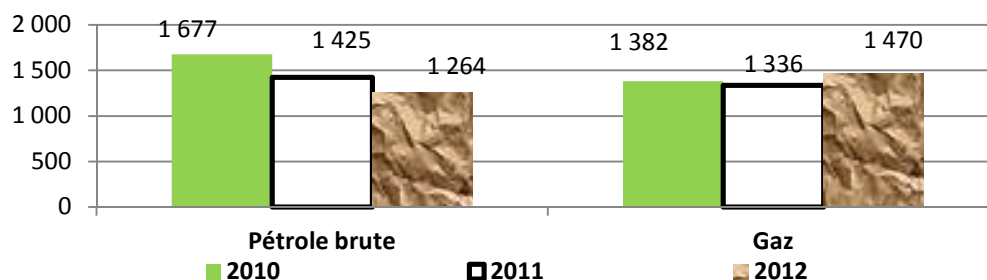
A fin octobre 2012, le domaine minier est marqué par une contraction de l'extraction pétrolière pendant que les productions gazière et aurifère croissent.

La production de *gaz naturel* progresse de 10,0% pour atteindre 1 470,0 millions de mètres cubes. Cette croissance est en partie attribuable à l'effet de reprise à la suite du repli d'activité observé au cours des quatre premiers mois de l'année 2011. Toutefois, la hausse de 6,4% enregistrée par rapport à fin octobre 2010 montre le dynamisme de la production.

L'extraction d'*or*, à fin octobre 2012, se situe à 11 001,5 kilogrammes et augmente de 6,5% par rapport à la période correspondante de 2011. Cette amélioration est le fait de la pleine activité de la mine de Tongon qui représente la plus importante unité de production aurifère du pays.

A l'inverse, la production de *pétrole brut* poursuit sa contraction (-11,3% ; 9,2 millions de barils), en raison du déclin des champs pétroliers CI 11 et CI 40 et par le report des investissements prévus en 2011. A cela s'ajoute la fermeture du permis CI 26 pour des travaux de maintenance.

Graph 3 : Evolution des productions de pétrole (milliers de tonnes) et de gaz (millions de m3) à fin Octobre



Source: Petroci

3. La production industrielle

L'activité industrielle reste soutenue à fin septembre 2012. Elle enregistre une croissance moyenne de 21,1%, malgré la contraction de l'extraction minière (-3,4%) liée notamment au recul de la production de pétrole brut.

Hors extraction, l'activité industrielle rebondit de 26,4% sous l'effet du dynamisme de la quasi-totalité des branches. Il s'agit des branches « Agro-alimentaires » (+31,7%), « Textile et Chaussure » (+47,2%), « Chimie » (+55,2%), « Matériaux de construction » (+89,6%), « Auto mécanique électricité » (+42,5%), « Energie électrique, eau » (+14,1%) et du BTP (+86,3%).

Les industries agroalimentaires bénéficient du dynamisme des sous branches « Produits du travail des grains et farines » (+7,5%) ; « Conserves et préparations alimentaires » (+66,9%) ; « Boissons et glace alimentaires » (+15,2%) et « Corps gras alimentaires » (+64,4%).

La branche « Textile et chaussure » profite de la reprise de l'activité d'égrenage en liaison avec la forte expansion de la production de coton.

La branche « Chimie » est soutenue aussi bien, par la hausse d'activité de la SIR au niveau du poste « Produits dérivés du pétrole » (+85,9%), que par le regain des industries de « Caoutchouc et produits en caoutchouc » (+91,2%).

L'« Automobile mécanique » tire avantage de la reprise du transport terrestre, en liaison avec l'évolution favorable des activités des secteurs primaire et secondaire ainsi qu'avec l'amélioration progressive de la situation sécuritaire.

L'activité de la branche « Energie électrique, Eau » bénéficie à la fois de l'augmentation de la production électrique (+15,2%) et de l'amélioration de l'alimentation des ménages en eau potable du fait des nouveaux forages aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du pays.

Au niveau du BTP, la croissance s'explique par la reprise des investissements dans l'immobilier et dans le secteur public, en liaison avec la réhabilitation des universités, des résidences universitaires et de la voirie. Cette évolution est confortée par la vigueur de la demande nationale en matériaux notamment le ciment, au regard de l'augmentation des volumes importés de clinker (+74,2% en volume à fin septembre 2012).

L'évolution favorable de l'activité industrielle hors extraction est confirmée par sa croissance de 26,4% par rapport aux neuf premiers mois de 2010. Cette évolution se ressent, aussi bien dans le secteur manufacturier (+32,8%) qu'au niveau des BTP (+86,3%).

4. La production et la consommation d'énergies commerciales

Au terme des dix premiers mois de l'année 2012, les énergies commerciales confortent leur accroissement en bénéficiant particulièrement du rebond de la demande intérieure qui demeure vigoureuse.

La production de produits pétroliers à fin octobre 2012 se situe à 2 404 375 tonnes correspondant à 70,2% de la réalisation annuelle prévue dans le cadrage macroéconomique. Elle enregistre une progression de 65,4% par rapport à la réalisation de la période correspondante de l'année 2011. Ce bon résultat est attribuable à la bonne tenue de la consommation intérieure (65,9%) et des exportations (52,8%).

En effet, avec l'accroissement de la demande nationale et sous-régionale due au regain de l'activité économique nationale et de l'amélioration des marges à l'exportation, et le dynamisme du transport, les ventes intérieures de produits pétroliers se situent à 1 138 331 tonnes après 696 631 tonnes réalisées l'an dernier. Quant aux exportations, elles augmentent de 52,8%, par rapport à fin octobre 2011, pour s'afficher à 1 302 915 tonnes.

Dans l'ensemble, les ventes de produits pétroliers croissent de 57,6%. Toutefois, ses évolutions positives cachent la persistance des difficultés de financement rencontrées par la Société Ivoirienne de Raffinage, et ce malgré le soutien de l'Etat.

Du côté de l'*électricité*, la production affiche toujours une bonne évolution avec une hausse de 15,2% soutenue principalement par la source thermique (+24,5%) qui absorbe le repli de la production de source hydraulique (-6,8%). Ce déficit de la production hydroélectrique est imputable à l'insuffisance d'eau dans les barrages.

La consommation intérieure d'électricité reste dynamique et ressort en progression de 21,0%. Ce résultat est attribuable au bon niveau de la moyenne tension (+30,0%) d'une part, confirmant ainsi le regain de l'activité industrielle et d'autre part, à la consommation de basse tension qui affiche également une hausse de 13,7%.

Face à la forte demande nationale en électricité et compte tenu de la capacité de production limitée, les exportations chutent de 8,0% pour se situer à 484 Gwh.

Dans l'ensemble, les ventes d'électricité s'établissent à 4 177 Gwh à fin octobre 2012 contre 3 577 Gwh en 2011 et 3 627 Gwh en 2010, par rapport à la période correspondant.

Enfin, il faut noter que l'Etat a injecté 136 milliards pour soutenir le secteur de l'électricité et des mesures sont entrain d'être prises pour augmenter la productivité.

5. Les activités tertiaires

Les activités du secteur tertiaire poursuivent leur tendance haussière en liaison avec le dynamisme de l'activité économique. Cette évolution du secteur tertiaire est portée par le bon résultat affiché des indicateurs du commerce de détail et du secteur du transport.

L'activité commerciale, mesurée par l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail, progresse de 33,9% en termes nominaux, par rapport à la même période de l'année précédente. Cette tendance haussière est amenée par le flux de ventes de la quasi-totalité des postes excepté les « Pièces et accessoires automobiles et motocycles neufs ». Ce résultat positif s'explique par le redressement des activités dans la plupart des secteurs productifs amorcé depuis le mois de mai 2011, grâce aux mesures prises par le Gouvernement. Il s'agit notamment de la restauration de la capacité de l'Administration, du soutien au secteur privé et du renforcement de la sécurité. Aussi, il est important de rappeler que d'autres mesures supplémentaires prises en 2012, ont permis de maintenir ce bon niveau du commerce.

En terme réel, le chiffre d'affaires ressort en hausse de 33,0% par rapport à fin octobre 2011, le niveau général des prix s'étant relevé de 0,9%.

Hors produits pétroliers, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail ressort en hausse de 14,6% par rapport à octobre 2011.

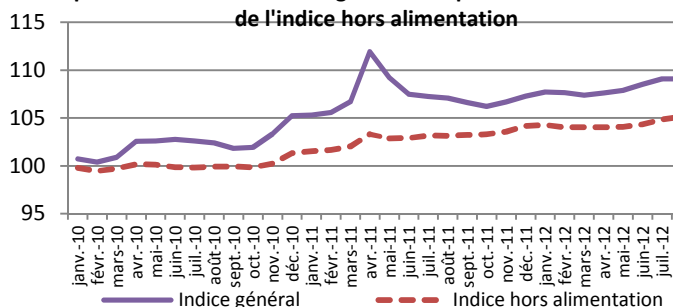
Dans la **branche transport**, à fin octobre 2012, *le secteur aérien* continue d'afficher son dynamisme en relation avec la bonne tenue des activités aéroportuaires et la confiance retrouvée en la Côte d'Ivoire. Il faut également noter le retour de plusieurs compagnies aériennes. Cette tendance haussière devrait se poursuivre en augmentation avec le lancement de la nouvelle compagnie aérienne AIR COTE D'IVOIRE. Cette évolution se traduit à travers l'ensemble de ses compartiments à l'exception du fret aérien (-54,4%) qui continue sa baisse. Ainsi, le nombre total de voyageurs commerciaux augmente de 53,5%, soutenu par le segment « Arrivée » (+51,9%) et le segment « Départ » (+55,1%). De même, le « transit direct » augmente de +74,5%.

L'activité maritime, à fin septembre 2012, bénéficie de l'amélioration de la situation sociopolitique et de la reprise de l'activité qui se traduit par une hausse des escales de navires (+45,4%). Cette augmentation est la résultante de la reprise des importations (de biens intermédiaires et d'équipements), et à la poursuite du renouvellement des stocks pillés pendant la crise. Il en résulte un accroissement du trafic global des marchandises qui atteint 17 024 606 tonnes contre 12 740 455 tonnes un an plus tôt. Le trafic maritime est tiré à la fois par les importations (+51,8%) et les exportations (+19,2%).

6. Les prix à la consommation

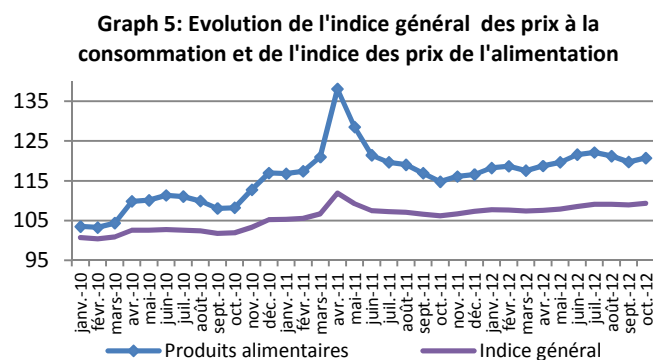
Dans l'ensemble à fin octobre 2012, les prix à la consommation enregistrent une hausse par rapport à 2011. Le renchérissement reste toutefois maîtrisé.

Graph 4: Evolution de l'indice général des prix à la consommation de l'indice hors alimentation



Source: Institut National de la Statistique

En moyenne sur les dix mois écoulés de l'année 2012, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) augmente de 0,9%. Cette évolution résulte de la hausse des prix des indices des prix des postes « Articles d'habillement et chaussure » (+2,5%), « Logement, eau, électricité et autres combustibles » (+1,8%), les « Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+5,0%), « Restaurants et hôtels » (+4,8%), « Loisirs et culture » (+1,6%), « Transport » (+0,8%), « Enseignement » (+0,6%). Cependant, ces renchérissements sont atténués par la baisse de l'indice des prix des postes « Communication » (-4,1%), « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-1,3%), « Santé » (-0,8%) et « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-0,3%).



Source: Institut National de la Statistique

Dans l'ensemble, les hausses de prix se justifient par le contexte de la reprise économique.

Le repli des prix des produits alimentaires reflète la détente après les tensions inflationnistes observées sur les quatre premiers mois de la période de comparaison en 2011. Il traduit également l'impact positif des actions de lutte contre la cherté de la vie.

La « Communication » bénéficie principalement de la baisse des prix des matériels de téléphonie et de télécopie (-13,5%) liée à la multiplication des points de ventes sur le marché national.

Du côté de la santé, la baisse des prix provient du reflux de prix des produits, appareils et matériels médicaux (-3,4%) tandis que les services hospitaliers renchérissement (+4,9%).

En moyenne à fin octobre 2012, l'inflation est de source plus locale (1%) qu'importée (+0,5%).

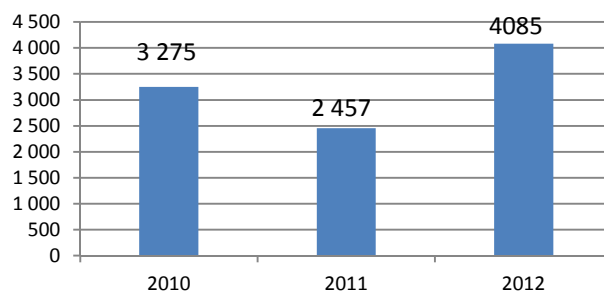
En glissement annuel, l'IHPC croît de 3% au mois d'octobre 2012 en raison du niveau relativement élevé de l'indice des prix de la plupart des postes par rapport à leur niveau un an plus tôt. Les indices de prix en baisse sont ceux des postes « Santé » (-0,8%), « Communication » (-0,6%) et « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-0,6%).

Les « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » connaissent une hausse des prix de 5,2% attribuable à l'ensemble des produits, excepté les « Laits-fromages-œufs » (-1,5%). Les prix des céréales non transformés progressent de 4,5%, en raison notamment de l'augmentation des prix au détail du riz local (+12,2%), du riz de luxe brisé (+11,7%), du mil

en grain (+36,1%) et du maïs séché en grain (+13,5%). Cette évolution des prix des céréales est imputable au déficit de production mondiale en 2012. Les prix des viandes connaissent également un rebond de 12,3% par rapport à leur niveau de septembre 2011, en raison notamment de la multiplication des barrages routiers au niveau de la Côte d'Ivoire du fait des menaces sur la sécurité du pays.

L'indice des prix des produits importés enregistre une forte hausse de 4,5% reflétant la progression des prix des matières premières sur le marché international.

Graph 7: Evolution des importations totales en valeurs à fin Octobre (milliards de FCFA)



Source: Douanes/DCPE

7. Les échanges extérieurs

A fin octobre 2012, on a une poursuite de la même tendance que le mois précédent avec un accroissement en valeur des exportations et des importations, respectivement de 5,6% et 66,3%, en liaison avec la reprise de l'activité économique.

La hausse des exportations est attribuable aux produits transformés (25,9%), particulièrement le textile et chaussures (+73,2%), les produits pétroliers (+59,6), les plastiques (+41,5%) et l'or (+17,9%). Par contre, les exportations de produits primaires enregistrent une baisse de 11,7% sous l'effet essentiellement du cacao (-24,9%), du caoutchouc (-26,5%), et de l'ananas frais (-0,8%)

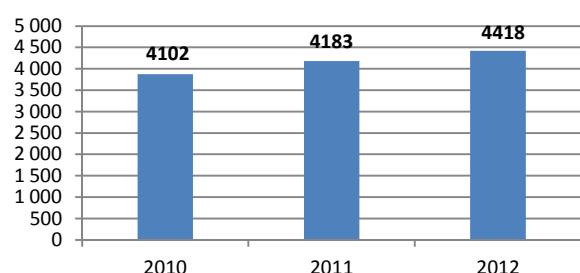
Au niveau des importations, la hausse se traduit par l'évolution de l'ensemble des composantes à savoir les biens intermédiaires (+65,3%), les biens d'équipement (+164,8) les produits alimentaires (+31,7%) et les autres biens de consommation (55,1%). Il se dégage un excédent commercial de 333,012 milliards, contre 1 725,68 milliards en 2011. Les prix à l'exportation et à l'importation baissent respectivement de 7,63 et 0,9%, induisant une dégradation de 6,4% des termes de l'échange. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 108%, en baisse de 62,1 points de pourcentage.

8. La situation des finances publiques

La situation des **finances publiques**, à fin octobre 2012, fait apparaître un niveau de recettes totales et dons de 2 156,9 milliards et des charges estimées à 2 403 milliards CFA. Ce niveau de recettes comprend 1829,9 milliards de recettes fiscales contre 1641,8 milliards prévus, soit une plus-value de 188,1 milliards qui s'explique par :

Les impôts sur les bénéfices : ils ont été recouverts à hauteur de 349,2 milliards contre un objectif de 242,8 milliards soit une plus-value de 106,4 milliards. Cette performance est attribuable à deux de ses composantes : le BIC hors pétrole (+48 milliards) en rapport avec la reprise plus rapide qu'attendue de l'activité économique en 2011 et le BIC pétrole (+57,5 milliards) qui s'explique par le glissement du paiement en 2012

Graph 6 Evolution des exportations totales à fin Octobre (en milliards de FCFA)



Source: Douanes/DCPE

de la cargaison de l'Etat enlevée en décembre 2011 et aussi par l'amélioration des cours du baril de pétrole.

Les impôts sur revenus et salaires qui sont ressortis à 210,6 milliards. Comparés à l'objectif, ils enregistrent un surplus de 19,9 milliards. Cette performance est le reflet de la reprise de l'activité économique dans les secteurs à forte intensité de main d'œuvre (BTP, manutention etc.).

Les impôts sur revenus des capitaux mobiliers qui ont été recouverts à hauteur de 47,8 milliards contre un objectif de 31 milliards en liaison avec l'augmentation des dividendes distribués alors que les hypothèses de projections étaient basées sur un niveau de réinvestissement plus important des bénéfices eu égard à la situation de crise qui prévalait au moment des projections.

Les droits d'enregistrement café-cacao : ils sont ressortis à 64,2 milliards contre un objectif de 55,6 milliards, soit une plus-value de 8,6 milliards. Cette bonne tenue s'explique par la hausse des quantités soumises à la formalité de l'enregistrement et au prix CAF moyen.

Les taxes à l'exportation qui ont enregistré une plus-value de 19,3 milliards s'expliquée aussi bien, par une sortie plus importante de cacao fève qu'une amélioration du prix CAF moyen.

En ce qui concerne **les dépenses**, elles ont été exécutées à hauteur de 2 403 milliards et comprennent 765,2 milliards de personnel, 364 milliards de subventions et transferts, 463,8 milliards de dépenses de fonctionnement et 370,4 milliards d'investissement.

Il en résulte, un déficit budgétaire global de 246,1 milliards et un solde primaire de base de -29 milliards. Les dépenses pro-pauvres ont été exécutées à hauteur de 855,8 milliards.

9. La situation monétaire

A fin octobre 2012, les agrégats monétaires par rapport à leur niveau en décembre 2011, se caractérisent par une contraction de la masse monétaire (-6,1% ; -284,9 milliards), un repli des avoirs extérieurs nets (-22,0% ; -398,9 milliards) et un accroissement du crédit intérieur (+9,7% ; +285,0 milliards).

Les avoirs extérieurs nets ressortent à 1 414,0 milliards à fin octobre 2012 contre 1812,9 à fin décembre 2011, soit un recul de 22,0%. Cette baisse est induite essentiellement par la dégradation des avoirs extérieurs de la Banque Centrale (-27,9% ; -458,8 milliards). Cette évolution est due à la progression des importations (+25,7%) plus importante que celle des exportations (+14,1%), en liaison notamment avec les grands chantiers d'infrastructures socio-économiques engagés par l'Etat. Par ailleurs, le paiement du service de la dette publique extérieure et le rapatriement des revenus des investissements étrangers réalisés en Côte d'Ivoire peuvent expliquer également cette baisse.

Le crédit intérieur net augmente de 285,0 milliards (+9,7%) pour se situer à 3 212,4 milliards, du fait de la hausse des crédits à l'économie et de la Position nette du Gouvernement (PNG).

En effet, la **PNG** se situe à 1 058,7 milliards à fin octobre 2012 contre 874,1 milliards à fin décembre 2011, soit une hausse 184,6 milliards. Cette évolution est induite par une hausse des engagements (+184,6 milliards) plus important que celle des créances (+1,6 milliards).

S'agissant du *financement net de l'économie*, l'encours est ressorti à 2 153,7 milliards contre 2 053,3 milliards à fin décembre 2011, s'inscrivant en hausse de 100,3 milliards (+4,9%), liée à la reprise économique et au retour de la confiance des banques et opérateurs économiques. Cette tendance à la hausse est amenée par tous les types de crédits à l'exception des crédits de campagne qui reculent de 19,2% (-23,1 milliards) compte tenu de l'effet saisonnier des campagnes des cultures agricoles majeures. Cette hausse des crédits à l'économie s'explique aussi par la disponibilité des institutions financières, à soutenir l'Etat.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire baisse de 6,1% pour ressortir à 4 420,3 milliards. Ce résultat est imputable principalement à la baisse de la monnaie fiduciaire (-299,5 milliards ; -18,0%).

L'analyse de la structure des crédits déclarés à fin septembre 2012 à la centrale des risques, montre que le secteur tertiaire absorbe 65,4%% des crédits accordés et reste le principal bénéficiaire du financement bancaire. Le secteur secondaire vient en deuxième position et bénéficie de 27,0% des crédits bancaires. Enfin, le secteur primaire reste le moins financé, ne bénéficiant que de 5,4% des prêts bancaires.

10. Le marché boursier

Au mois d'octobre 2012, l'activité sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) poursuit sa progression sur l'ensemble de ses compartiments, par rapport à fin décembre 2011. En effet, l'indice BRVM 10 et l'indice BRVM Composite ont augmenté respectivement de 8,4% et 6,8% ainsi que la capitalisation boursière qui a augmenté de 13,7%.

Le marché a été marqué essentiellement par la hausse du cours de l'action SERVAIR ABIDJAN CI (+81,43%) tandis que le titre PALM CI affiche une baisse de 16,41%.

La capitalisation totale du marché est ressortie à 4 405,4 milliards en octobre 2012 contre 4 235,6 milliards un mois auparavant, soit une augmentation de 4,0%. Ce résultat est attribuable à la bonne tenue du marché des actions et celui des obligations.

La valeur totale des transactions enregistrées en octobre 2012 s'établit à 10,23 milliards de FCFA pour 1 819 681 titres échangés contre 5,08 milliards de FCFA et 1 527 437 titres traités au mois d'octobre 2011. Les titres les plus actifs ont été en volume ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED TG avec 1 413 880 titres transigés et en valeur SONATEL SN qui totalise 5,22 milliards de FCFA de capitaux échangés.

CONCLUSION

Au total, l'activité économique nationale évolue positivement. Ce dynamisme est porté essentiellement par les secteurs secondaire et tertiaire, dont la croissance reste vigoureuse, dépit d'une décélération enregistrée depuis juin 2012. Ce ralentissement est expliqué par la reprise des activités, à la suite de la crise postélectorale, à compter du deuxième semestre 2011.

Sur la base des réalisations à fin octobre 2012, l'objectif de croissance réel du PIB de l'année 2012, révisé à 8,6%, est réalisable.